

A DEFINITIVEMENT ENTERRE SEKOU TOURE

Trois jours après les obsèques du président, l'armée coupe court à la lutte engagée pour la succession entre « ses compagnons aux mains encore tachées de sang » en s'emparant du pouvoir

« **V**IVE l'armée, vive la liberté ! » C'est « sans effusion de sang, dans un calme total et dans l'enthousiasme populaire », selon Radio-Conakry, que l'armée guinéenne a enterré hier matin, à sa manière, le régime du président Sékou Touré, dont les funérailles ont eu lieu vendredi dernier. Elle a pris le pouvoir, au moment où, selon elle, une « âpre lutte » pour la succession s'était déjà engagée entre « ses compagnons aux mains encore tachées de sang de tant d'innocents, avides de pouvoir et coupables de la corruption généralisée du gouvernement et de ses institutions ».

Un « Comité militaire de redressement » (CMR) a été aussitôt mis sur pied par l'ensemble des forces armées (9 900 hommes environ), « afin de créer les bases d'une démocratie véritable et d'éviter toute dictature personnelle ». Le CMR a notamment accusé les compagnons de lutte de l'ancien président, mort il y a une semaine à Cleveland (Etats-Unis), et sa famille, de l'avoir amené à instaurer « une dictature sanglante et

impitoyable qui a broyé la lumineuse espérance ». « Si sur le plan extérieur l'œuvre de Ahmed Sékou Touré a été couronnée de succès, poursuit le CMR, il n'en est pas de même sur le plan intérieur où, sous l'influence de ses compagnons de lutte malhonnêtes et sous la pression féodale de sa famille, les espoirs de voir se créer une société plus juste et plus équitable se sont envolés très tôt, balayés par une dictature sanglante et impitoyable ». Les nouveaux dirigeants se sont aussi inclinés « devant la mémoire de tous les dignes fils qui, au cours de ces vingt-six années d'indépendance, ont perdu leurs vies pour le simple fait d'avoir voulu exprimer leurs opinions sur l'avenir du pays ». Dans un deuxième communiqué, le CMR a annoncé hier la « libération de tous les détenus politiques ».

On était par contre sans nouvelles hier soir de tous les principaux collaborateurs de Sékou Touré, qui ont très probablement pris la place de ceux qu'ils avaient emprisonnés. Il s'agit notamment du successeur présumé, Lansana Béavogui, chef du gouvernement par

intérim, et de ses principaux rivaux dans la lutte pour la succession : le demi-frère de l'ancien président, Ismaël Touré, le leader naturel du « clan de la famille du président », comme on dit à Conakry, et Moussa Diakité, que l'on qualifie d'« idéologue du régime », et qui a longtemps été ministre de l'intérieur de Sékou Touré. Béavogui comptait beaucoup sur la rivalité entre « la famille » et les « idéologues du parti » (unique), pour asseoir son autorité et assurer une lente transition. A ceux-ci, il faut également ajouter le neveu de l'ancien président, Siaka Touré, qui avait été entre autre responsable du sinistre camp militaire Boiro (à Conakry), où des milliers d'opposants ont été éliminés soit par la torture soit par la « diète noire » — ils étaient tout simplement privé de boisson et de nourriture jusqu'à leur mort. Ce fut notamment le cas de l'ancien secrétaire général de l'OUA, Diallo Telli.

Les militaires ont apparemment pris de court tous ceux qui se battaient pour prendre la tête du pays, notamment au

sein du « parti-Etat » du bureau politique, le parti démocratique de Guinée, (PDG).

On ne savait pas, hier soir, qui était à la tête du CMR. Celui-ci s'est limité à dissoudre tous les organes du PDG, l'assemblée nationale, et à sus-

« Bannir à jamais du pays la corruption, la tricherie, l'arbitraire et la démagogie »

prendre la Constitution. Un couvre-feu a été instauré dans tout le territoire de 22 h à 6 h, les aéroports et les frontières ont été fermés et les rassemblements interdits. Les nouveaux dirigeants ont d'autre part demandé aux Guinéens de rester hier à leur domicile et interdit la circulation dans les rues. Ils ont également demandé aux commandants de zones militaires de se transformer en « gouverneurs généraux de leurs

provinces » et de « bannir à jamais du pays la corruption, la tricherie, l'arbitraire, la démagogie ».

Ainsi se termine le « pèlerinage douloureux » (selon le CMR) du régime sanguinaire, mais très populaire en Guinée et en Afrique dans les années 60 et même 70, du « sily » (l'éléphant) Ahmed Sékou Touré. Celui-ci ne reposera vraisemblablement pas dans le modeste mausolée qui accueille déjà le « résistant » guinéen le plus connu, l'Almamy Samouré Touré, qui avait lutté durant sept ans contre l'armée coloniale française.

Au lendemain de la soudaine disparition du « leader bien-aimé », on s'attendait à une lente « dé-sékou-tourisation » du régime, ne remettant toutefois pas en cause les fondements d'un pouvoir basé sur un parti unique et une police politique omniprésente et brutale. Tout indique désormais qu'une véritable « dé-tourisation » a été décidée par les militaires guinéens, qui ont accusé la « famille » — les Touré — d'être à l'origine d'un pouvoir basé également sur une ethnie,

les Malinkés, qui n'a pas hésité en 1976 d'accuser en bloc le peuple de vouloir par tous les moyens comploter contre Sékou Touré. Cela explique le fait que parmi les quelque deux millions d'exilés guinéens vivant dans les pays voisins ou en France, les Peuls soient nettement majoritaires.

Que va faire maintenant l'armée ? Hier soir, alors que les communications téléphoniques étaient très difficiles avec Conakry, il semblait que les différents corps de l'armée guinéenne, qui ont tous participé aux coups d'Etat d'hier matin, voulaient d'abord constituer un comité militaire représentant toutes les ethnies du pays, et comprenant même les vieux officiers membres de la « nomenklatura » de l'ancien régime, dont le chef d'Etat-major le général Toyah Condé. Mais il semblait aussi que le coup d'Etat avait été préparé par un groupe de jeunes officiers, parfois formés en Union soviétique, alors que leurs aînés ont été formés pour la plupart en France, et ont même participé aux guerres d'Indochine ou d'Algérie.

Elio Comarin